

Extrait du Registre des Délibérations
Comité Syndical
Séance du lundi 2 juin 2025

Date de la convocation : mardi 20 mai 2025

Étaient Présents :

Membres titulaires :

Nicolas PATRIARCHE, Jean-Claude BOURIAT, Michel CAPERAN, Jean-Yves COURREGES, ARDOY Monique, BALEIX Jean-Michel, BARTOLOMEO Patrice, BILE Michel, BONNEMASON-CARRERE Christelle, CLABE Frédéric, DAMIAN-PICOLLET François, DANAN Gilbert, DENAX Jean-Marc, DUVIGNAU Philippe, GOMMY Frédéric, JOHNSON-LE-LOHER Clarisse, LACOSTE Yves, LEROUX-MENESTREY Jacques, MARQUE Bernard, NAHON André, REVEL Valérie, RODRIGUEZ Karine,

Membres suppléants :

PEES Francis suppléé par ROUSSELET Patrick, TESSON Gilles suppléé par FAURE Philippe, BERNOS Michel suppléé par HAMELIN Pierre, CALDERONI Jean-Louis suppléé par ARBERET Jean-Marc, DUDRET Victor suppléé par JOUANINE Marie-Hélène,

Étaient représentés :

BAYROU François donne pouvoir à Nicolas PATRIARCHE, PERES Jean-Louis donne pouvoir à Michel CAPERAN

Étaient excusés :

AMARA Mohamed, BAREILLE Muriel, BERTONAZZI Kenny, BOUCHANNAFA Naija, CASTET Eric, CHENEVIÈRE Thibaud, DAVAN Frédéric, DUMAS Stéphanie, ISAAC-LAVIGNE Gwendoline, JACOTTIN Arnaud, LALANNE Jean-Yves, LAURAND Régis, LOCATELLI Jacques, LIPSOS-SALLENAVE Véronique, MARTEEL Françoise, MESTELAN Marie-Laure, NE Marie-Claire, ROY Pauline, SEGOT Joël, WOLFS Patricia

Étaient absents :

BUSSY Marion

Secrétaire de séance : Clarisse JOHNSON- LE LOHER

1 – Rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes : bilan des actions entreprises suite aux recommandations reçues

Rapporteur : Monsieur Nicolas PATRIARCHE

Mesdames, Messieurs,

En application des dispositions des articles L211-1 à L211-8 du Code des juridictions financières, le Syndicat Mixte Pau Béarn Pyrénées Mobilités a fait l'objet d'un contrôle effectué par la Chambre Régionale des Comptes (CRC) de Nouvelle-Aquitaine, sur sa gestion pour les exercices budgétaires 2017 à 2022.

Ce rapport, reçu le 27 mai 2024, a été soumis au plus proche Comité syndical qui en a pris acte le 19 juin 2024.

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) et plus particulièrement son article 107 introduisant un article L243-9 au Code des juridictions financières, prévoit que les collectivités qui ont fait l'objet d'un contrôle de la CRC doivent entreprendre des actions correctrices pour répondre aux recommandations du rapport d'observations définitives et présenter le bilan de ces actions dans un délai d'un an à leur assemblée délibérante.

Ce bilan doit ensuite être transmis à la CRC, qui fait une synthèse annuelle des rapports qui lui sont communiqués. Cette synthèse est présentée par le Président de la CRC devant la conférence territoriale de l'action publique. Chaque CRC transmet cette synthèse à la Cour des Comptes en vue de la présentation du rapport public annuel de cette dernière.

Aussi, eu égard aux recommandations formulées par la CRC, les actions suivantes ont été entreprises par le Syndicat Mixte.

En matière de calcul des charges de personnel mis à disposition du syndicat mixte

La CRC a souligné que le Syndicat Mixte ne dispose pas de son propre personnel, l'ensemble des agents étant mis à disposition par la Communauté d'Agglomération Pau Béarn Pyrénées. La convention de mise à disposition de services ayant été conclue à compter du 1^{er} novembre 2015 et les taux de mise à disposition n'ayant pas été revus depuis 2016, la CRC recommande donc de réunir la commission mixte de suivi de la convention et de mettre à jour les clefs de répartition des charges de personnel.

Conformément à cette recommandation, le Comité syndical, après avis de la commission mixte du 4 juin 2024, a approuvé par délibération du 19 juin 2024 une nouvelle convention de mise à disposition de services entre la CAPBP et le Syndicat Mixte.

Cette convention a également été approuvée par le Comité Social Territorial de la CAPBP en date du 20 juin 2024.

Les nouveaux taux de mise à disposition sont les suivants :

Libellé du service	Unités d'œuvre = % d'utilisation par le Syndicat
<i>Direction Mobilités et Espaces Publics</i>	
Management des mobilités	66%
Funiculaire	100%
Investissements – transports collectifs	100%
Mobilité durable et prospective	66%
Ressources et administration (sauf Parc matériel)	50%
Projets d'espaces publics	40%
Circulation	40%
Manager de proximité	40%
<i>Direction générale et fonctions support</i>	
Direction générale des services	1%
Direction de la communication	5%
Pôle achat public	2%
Pôle finances	1%
Direction des ressources humaines	0.5 %
Direction numérique	1%
Pôle juridique	2%
Audit-analyses de gestion	0.5 %

En matière de suivi et d'évaluation du Plan des déplacements urbains (PDU)

La CRC a rappelé que le PDU, approuvé par délibération du Comité Syndical le 26 janvier 2021, doit être évalué après cinq ans. Elle préconise de revoir les modalités de suivi de ce dernier en définissant des indicateurs pertinents mesurés chaque année, afin d'être en mesure de l'évaluer conformément à la réglementation.

Afin de répondre à cette recommandation, le Syndicat Mixte a engagé plusieurs démarches.

Un poste de chargé(e) de mission « Planification des mobilités » a été créé au sein du service Mobilités durables et prospective. Ce poste a été validé par le Comité Social Territorial de la CAPBP consulté en date du 20 mars 2025 (il est rappelé que le Syndicat Mixte ne dispose pas de son propre personnel, les agents étant mis à disposition par la CAPBP).

En parallèle, le Syndicat Mixte a adhéré au CEREMA le 11 février 2025. Le CEREMA, établissement public relevant de plusieurs ministères, accompagne les collectivités territoriales pour l'élaboration, le déploiement et l'évaluation de politiques publiques d'aménagement et de transport. C'est également l'organisme qui a certifié la seule méthode permettant d'évaluer une politique publique de mobilité, à savoir l'enquête ménage-déplacements.

Le Syndicat Mixte va dès lors confier au CEREMA une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage afin de mener une démarche exploratoire pour définir une nouvelle méthode d'évaluation qui pourrait devenir un outil proposé à l'échelle nationale. L'étude sera réalisée de septembre 2025 à décembre 2026, pour aboutir à une mise en œuvre des outils de suivi

(dont le référentiel) sur les années 2025 à 2030. Une délibération, présentant les phases de l'étude ainsi que le plan de financement, sera présentée au Comité syndical du 2 juin 2025.

Par ailleurs, dans le cadre de sa convention partenariale triennale avec l'Agence d'Urbanisme Atlantique et Pyrénées (AUDAP), et par une approche complémentaire de la mission confiée au Cerema, le SMPBPM a chargé l'Agence de réaliser une évaluation du PDU à mi-parcours dont le livrable est attendu début 2026.

En matière de reprise de subventions d'investissement sur la même durée que l'amortissement des immobilisations financées

Après examen des différentes subventions perçues par le Syndicat Mixte au cours de la période 2017-2022, la CRC a signalé que certaines présentent des durées d'amortissement qui ne correspondent pas à la durée d'amortissement des travaux ou des biens financés.

Après échange avec le comptable public, le Syndicat Mixte a convenu que la régularisation débiterait dès l'exercice 2025 lors de la passation des écritures d'ordre d'amortissement, habituellement lors du deuxième semestre de l'année.

En matière d'apurement des écritures comptables relatives aux immobilisations en cours

La CRC remarque que les immobilisations en cours ont connu une très forte progression entre 2017 et 2019 en raison des investissements du BHNS. La plupart de ces immobilisations correspondent aux travaux d'aménagement réalisés en co-maîtrise d'ouvrage par le Syndicat Mixte sur les domaines de la CAPBP et de la ville de Pau.

L'instruction budgétaire et comptable M43 précise que lorsqu'une immobilisation est achevée, sa valeur est transférée sur un compte de classe 21 par opération d'ordre non budgétaire. Or ces écritures n'ont pas été réalisées depuis 2019, date de mise en service du BHNS. La CRC recommande donc de rattraper ce retard et de procéder au transfert des biens achevés, ce qui permet in fine le démarrage du processus d'amortissement des biens.

Ce dossier a fait l'objet de plusieurs rencontres et échanges entre le Syndicat Mixte et le comptable public, ce qui a permis de déterminer la ventilation suivante en matière de transfert des actifs à la CAPBP et la ville de Pau :

	Part travaux	Part suventions	Différence à régulariser
Ville de Pau	6 290 224,00	64 803,62	6 225 420,38
CAPBP	20 165 918,00	939 652,50	19 226 265,50
	26 456 142,00	1 004 456,12	25 451 685,88

Le Syndicat Mixte, la CAPBP que la ville de Pau procèderont à l'inscription des opérations d'ordre budgétaire nécessaires par décisions modificatives présentées devant chaque organe délibérant en juin 2025. Le Syndicat Mixte présentera ainsi au Comité syndical du 2 juin 2025 la décision modificative suivante :

Chapitre 041 - Opérations d'ordre budgétaire		
Compte	Dépenses d'investissement	Montant
1068	Travaux infrastructures BHNS	25 451 685,88 €
Compte	Recettes d'investissement	Montant
45825	Travaux infrastructures BHNS	25 451 685,88 €

Ces écritures, effectuées sur l'exercice 2025, rendront possible le commencement de l'amortissement des actifs restant dans la compétence du Syndicat Mixte.

En matière de mise en concordance de l'inventaire du Syndicat Mixte avec l'état de l'actif tenu par le comptable

La CRC a souligné des différences entre l'inventaire du Syndicat Mixte et l'état de l'actif du comptable public au 31 décembre 2022.

À la suite de plusieurs échanges avec le comptable public au cours de l'année 2024, le Syndicat Mixte a pu déterminer les différentes raisons de ces écarts.

Certaines sont purement techniques : par exemple les extractions intitulées « 2022 » sont considérées dans le logiciel du Syndicat Mixte comme étant des situations au 1^{er} janvier 2022, alors qu'elles correspondent à des situations au 31 décembre 2022 sur l'application Hélios du comptable public.

D'autres proviennent d'un suivi irrégulier de la concordance des informations : sorties de biens de l'actif ou écritures de transfert du 23 au 21 non transmises au comptable public, par exemple.

D'autres enfin viennent de l'impossibilité pour le logiciel du Syndicat Mixte de gérer différentes imputations comptables pour la même fiche inventaire. Ainsi des travaux transférés au compte 21 à la date d'août 2023 se sont retrouvés sur ce même compte 21 sur l'inventaire du Syndicat Mixte au 31 décembre 2022, alors qu'à cette date ces travaux étaient encore imputés sur un compte 23.

La concordance des données pour l'actif au 31 décembre 2022 a été réalisée à la fin de l'exercice 2024. Il y a néanmoins une difficulté à traiter certaines fiches inventaires qui sont déjà en cours d'amortissement sans détruire l'historique des écritures d'amortissements réalisées.

L'objectif pour l'exercice 2025 est de réaliser cette concordance sur la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2024, afin de commencer l'exercice 2026 avec l'inventaire à jour au 31 décembre 2024.

Afin de remédier aux problèmes techniques rencontrés par l'application informatique du Syndicat Mixte, et de préparer le passage au Compte Financier Unique, la migration vers un progiciel plus développé est prévue également pour le 1^{er} janvier 2026, ce qui renforce la nécessité de réaliser la concordance entre l'inventaire et l'état de l'actif car une nouvelle base de données sera ainsi créée.

Après avis de la Commission Mixte du 19 mai 2025 et du Bureau du 19 mai 2025, il appartient au Comité Syndical de bien vouloir :

|

1 – Prendre acte du bilan des actions entreprises par le Syndicat Mixte Pau Béarn Pyrénées Mobilités suite au rapport d’observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes présenté en Comité syndical le 19 juin 2024. |

**Conclusions adoptées
A l’unanimité**

**Suivent les signatures,
Pour extrait conforme,**

Comité Syndical du lundi 2 juin 2025